

L'atlas planétaire des colères populaires

PAR DONATIEN HUET

ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 25 NOVEMBRE 2019



© Mediapart

Face à l'accroissement des inégalités et l'affaiblissement des démocraties, des citoyens se mobilisent partout dans le monde depuis un an pour réclamer du changement à leurs dirigeants politiques. Tour d'horizon de contestations qui tendent à s'ancrer dans la durée.

De l'Amérique latine à l'Asie en passant par l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, le monde connaît depuis la fin de l'année 2018 une flambée de soulèvements, tous continents confondus. Pour voir autant de colères surgir ainsi de façon quasi simultanée un peu partout sur le globe, il faut remonter à la fin des années 1980, au moment des révolutions populaires en Asie et **en Europe de l'Est**.

Entre novembre 2018 – point de départ du mouvement des « gilets jaunes » en France – et aujourd'hui, Mediapart a identifié 32 pays secoués par des contestations, qui tendent à s'ancrer dans la durée : à l'heure où nous écrivons ces lignes, plus de la moitié d'entre elles sont toujours en cours. Et l'automne 2019 a vu nettement s'accélérer le phénomène.

À première vue, les racines de ces tensions sociopolitiques diffèrent, tantôt déclenchées par l'augmentation du prix de produits ou de services de première nécessité (l'essence **en France**, **en Équateur** et **en Iran**, le pain **au Soudan**, le ticket

de métro **au Chili** ou les appels téléphoniques en ligne **au Liban**), par des dirigeants jugés corrompus (**Albanie**, **Serbie**, **Haïti**, **Monténégro**, **République tchèque**, **Égypte** ou **Honduras**) ou par des revendications démocratiques (**Algérie**, **Venezuela**, **Hong Kong**, **Kazakhstan**, **Russie**, **Guinée**, **Catalogne**, **Bolivie** ou **Éthiopie**).

Mais beaucoup de ces mouvements contestataires ont en commun d'être nés de décisions gouvernementales apparemment anodines, qui se sont avérées être la goutte d'eau qui a fait déborder des sociétés de plus en plus inégalitaires, avec le sentiment partagé par de nombreux citoyens d'une perte de contrôle démocratique. Une sorte de paroxysme de **la crise profonde que traverse le néolibéralisme**.

Dans plus d'un pays sur trois, les soulèvements ont eu des répercussions politiques très concrètes : ils ont conduit au départ du chef d'État ou de gouvernement (les présidents Omar el-Béchar au Soudan, Abdelaziz Bouteflika en Algérie, Evo Morales en Bolivie, le premier ministre Saad Hariri au Liban), à un remaniement ministériel (en Irak, en Guinée, au Chili) ou encore à l'abandon des réformes qui firent éclore les mobilisations (en France, à Hong Kong, en Indonésie, en Équateur, en Albanie, au Honduras).

Sans que ces renoncements, ni les répressions souvent sévères des autorités (au moins 320 morts en Irak, 240 au Soudan, 107 au Venezuela, 67 en Éthiopie, 51 en Haïti, 32 en Bolivie, 31 au Honduras, 24 au Chili... pour ne citer que ces pays), ne poussent les manifestants à désertir les rues : dans la majorité des cas, de nouvelles revendications se sont ajoutées aux exigences originelles.

Boîte noire

Les données ayant servi de base aux infographies ont été mises à jour le dimanche 24 novembre 2019.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.